

Déluge d'annonces :
Plus Renault
embauche, plus les
effectifs baissent

l'étincelle

Débrayages contre
la flexibilité :
Pas de période
basse pour lutter

Technocentre Renault Guyancourt pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 8 novembre 2016

Le show électoral

À l'heure où ces lignes sont écrites, le résultat de l'élection présidentielle américaine est encore inconnu. Mais le vainqueur, on le connaît déjà : il s'agit de la très grande bourgeoisie de la première puissance capitaliste du monde.

Deux styles différents...

D'un côté, la très lisse Hillary Clinton, une multimillionnaire habituée des arcanes du pouvoir depuis des décennies, que ce soit aux côtés de son mari lorsqu'il était président ou par la suite, quand elle-même était sénatrice puis ministre des Affaires étrangères.

De cette période, elle n'a pas seulement à assumer les casseroles personnelles. Il y a aussi le bilan : son soutien aux désastres qu'ont été la guerre et l'occupation en Afghanistan et en Irak, ou au plan de renflouement des banques lors de la crise de 2008, officiellement à hauteur de 700 milliards de dollars, en réalité onze fois plus.

De l'autre, le promoteur immobilier et milliardaire Donald Trump, qui a amené cette campagne au niveau du caniveau. Les Mexicains, les musulmans, les femmes, les Noirs : tous sont visés par sa démagogie grossière. Cette haine constitue d'ailleurs l'essentiel de son programme. Pour le reste, ce n'est que déclarations à l'emporte-pièce.

...au service d'une même bourgeoisie

Dans cette élection, c'est l'argent qui joue les faiseurs de rois. À eux deux, les candidats ont levé 1,5 milliard de dollars pour leur campagne.

Clinton a reçu le soutien des plus grandes fortunes du pays. Elle-même disait à une assemblée de banquiers : « *je vous ai représentés pendant huit ans.* » Du côté de Trump, sa phrase fétiche lorsqu'il faisait de la télé en dit long : « *Vous êtes viré !* » Tout un programme ! Quel que soit le résultat l'élection, les intérêts de cette classe seront fidèlement défendus par le vainqueur.

Les grands groupes capitalistes responsables de la crise de 2008 s'en sont bien tirés. Les banques ont été renflouées, l'industrie a licencié à tours de bras pour rétablir ses profits. À côté de cela, des régions

entières ont été dévastées. Désormais 43 millions d'Américains dépendent de l'aide alimentaire. Aucun des deux candidats ne promet de mettre fin à cette situation.

Quant à la politique internationale, elle dépend très peu des déclarations actuelles des candidats. Qu'on se souvienne d'Obama, qui promettait de se retirer du Moyen-Orient ! Depuis 1991, la première puissance mondiale est engagée dans une série d'aventures guerrières pour le contrôle du Moyen-Orient riche en pétrole, et ces guerres vont se poursuivre.

Nos frères et sœurs de classe

En France, nous ne percevons souvent des États-Unis que la caricature. Le pays de l'argent-roi, le mode de vie consumériste. Ces élections sont une caricature de la caricature. Pourtant, il y a dans ce pays des millions de travailleurs dont la vie est semblable à la nôtre.

De plus en plus de jeunes Américains se reconnaissent comme faisant partie de la classe ouvrière. La nécessité de cumuler plusieurs boulots ou de vivre dans la cave de leurs parents leur a ouvert les yeux sur le mythe de la classe moyenne.

Cela fait donc beaucoup de choses similaires entre la France et les États-Unis ! Des élections auxquelles personne ne croit et des candidats bien éloignés des préoccupations des travailleurs, à l'exception notable, en France, de Philippe Poutou et Nathalie Arthaud. Une démagogie raciste et xénophobe qui se déchaîne pour faire oublier les vrais problèmes. Une classe ouvrière qui a été laminée par la crise et des jeunes qui voient bien qu'il n'y a que peu de perspectives pour eux dans ce système.

Des deux côtés de l'Atlantique, le même problème se pose à nous. Celui de nous organiser, de nous donner les moyens, par la lutte de classe, d'imposer la politique de notre camp social. Car aucun des politiciens bourgeois qui s'agitent dans ce cirque électoral ne le fera à notre place.

La reconnaissance ? Connais pas !

Dans le cadre des négociations sur l'accord compétitivité, la question des salaires doit être abordée lors d'une réunion fin novembre consacrée à la « reconnaissance ». Pour obtenir le retour des AGS (Augmentation Générale des Salaires) et 300 € pour tous, il va falloir se faire entendre !

Ghosn, roi de l'intoX

Et 3000 CDI de plus : c'est la nouvelle opération de com' ! Les annonces d'embauches se succèdent chez Renault : un effet d'annonce car en fait les effectifs vont continuer à diminuer.

DésintoX

Première annonce de Ghosn au Mondial de l'Auto : 1 000 embauches en plus des 2 000 déjà annoncées de 2013 à 2016. Mais dans le même temps, le plan de départ explose avec 10 000 départs. Bilan de l'accord compétitivité 2013-2016 : 7 000 emplois perdus.

Deuxième annonce vendredi dernier : 3 000 embauches en CDI de 2017 à 2019, dont la moitié en fabrication. Mais Renault va aussi virer 4 500 intérimaires des usines. Bilan : 3 000 postes supprimés en fabrication...

Cachez ce papy-boom...

Dans ses annonces, la direction ne parle pas des départs des salariés Renault prévus de 2017 à 2019.

Pourtant ces départs ne sont pas négligeables. Rien qu'à Renault sas fin 2015, 6680 salariés avaient plus de 55 ans. Parmi eux, 2275 étaient en DA ou DACS. Restent donc 4405 salariés (dont 2000 APR) susceptibles de partir en retraite ou en DACS dans les 3 prochaines années. Et il faut encore y ajouter les filiales : ACI, FDB, MCA, Sovab... Les embauches annoncées ne suffiront pas à remplacer tous ces départs : les effectifs vont donc continuer à décroître.

Vis ma vie... en usine

La direction a annoncé vouloir faire passer, à volume de production égal, le nombre de véhicules par salariés d'usine et par an de 64 à 90 d'ici 2019. Une augmentation de la productivité de 40 %, qui se ferait par la robotisation... et la diminution de 29 % des effectifs de production. Bref, les cadences vont augmenter, avec leurs effets sur les conditions de travail. De bonnes raisons de dire non à cet accord !

Précarité durable

La direction prétend lutter contre la précarité en supprimant la moitié des 9 000 intérimaires présents en usine. En réalité, elle l'institutionnalise puisqu'elle veut augmenter la durée moyenne des missions et recourir au CDI Intérim (le salarié est en CDI avec son agence d'intérim et peut être baladé de boîte en boîte selon les besoins). Des intérimaires permanents : un rêve de patron !

Les doublons, comptez-vous !

Lors de la négociation du 25 octobre, la direction a annoncé qu'elle renforcera le système des Workpackages dans l'Ingénierie, la reléguant à un rôle de gouvernance des RTx et des sous-traitants.

En sous-traitant au maximum des modules, des fonctions et des projets véhicule ou mécanique complets, la direction espère baisser les coûts en faisant pression sur les sous-traitants, et annonce son intention de « supprimer les doublons » chez Renault ! On est loin de la création d'emplois annoncée à grands coups de com' !

Premiers débrayages contre l'accord

Jeudi 27 octobre, des centaines de salariés de Cléon, Flins ou encore de Lardy ont débrayé contre les projets de modulation du temps de travail : périodes hautes et basses, overtime, samedis obligatoires...

La direction promet de nouvelles propositions. La mobilisation va devoir passer en période haute !

Une enquête à la Ghosn

Le parquet demande le renvoi en correctionnelle de quatre personnes, dont Dominique Gevrey ancien chef de la protection du groupe, mises en cause dans l'affaire des vrais-faux espions de 2011 chez Renault.

Ghosn sort blanchi de l'enquête de la DCRI, lui qui s'était fortement impliqué dans cette chasse aux sorcières : licenciant trois cadres pour espionnage, puis en en faisant porter la responsabilité à Pelata.

Ghosn dit avoir été manipulé par son service de sécurité. Mais Gevrey a trouvé en Ghosn une oreille attentive. Son management autoritaire a fait le reste.

Quand ça ne va jamais

Avec un chiffre d'affaires de +13 % au 3^{ème} trimestre 2016, Renault va bien. Mais ça ne suffit pas à Ghosn et aux actionnaires qui veulent un nouvel accord compétitivité pour « préparer l'avenir de Renault en France ». L'avenir de Renault ou de leurs profits ?

Sortir de l'Europe ou du capitalisme ?

En cas de Brexit, le gouvernement anglais vient de s'engager à verser des compensations à Nissan en cas d'éventuels droits de douane sur les véhicules produits à Sunderland et exportés vers l'Union Européenne. Ghosn a donc mis fin à son chantage : la nouvelle Qashqai se fera bien à Sunderland.

Si les capitalistes s'accommodent d'une UE taillée à leur mesure et du libre-échange, ils tirent aussi leur épingle du jeu face au protectionnisme. Ce qui n'est pas le cas pour les travailleurs. L'activité des sites français de Renault dépend des exportations : la Sovab exporte 71 % de ses Masters, etc. La sortie de l'UE aurait un impact sur l'emploi. Le problème ce n'est pas l'Europe, c'est le capitalisme.